



ASSEMBLÉE NATIONALE

10ème législature

Politique et réglementation

Question écrite n° 48574

Texte de la question

M. Amedee Imbert souhaite appeler l'attention de M. le ministre de l'équipement, du logement, des transports et du tourisme sur la revision de la réglementation envisagée en matière d'aviation légère. En effet, la direction générale de l'aviation civile vient d'établir récemment trois projets d'arrêtes visant à modifier les normes actuellement applicables à la construction en kit des ultra-légers motorisés (ULM) et avions de collection. Ces diverses dispositions entraîneraient la disparition de près de 50 % des aéronefs de la catégorie ULM, ainsi que la fermeture de nombreuses petites et moyennes entreprises spécialisées dans la fabrication de ce type d'appareil. Aussi, il lui demande de lui indiquer les mesures qu'il compte prendre afin d'aider les entreprises qui risqueraient d'être touchées par cette nouvelle réglementation.

Texte de la réponse

Les trois projets d'arrêtes établis par la direction générale de l'aviation civile (DGAC) portent sur les autorisations de vol des appareils ultralégers motorisés (ULM), sur les certificats de navigabilité des avions de collection et sur les certificats de navigabilité des aéronefs en kit. Préoccupé par le nombre d'accidents enregistrés chaque année pour ces appareils de plus en plus performants, le ministre de l'équipement, du logement, des transports et du tourisme a en effet considéré qu'une évolution de la réglementation était indispensable. La diffusion de ces projets d'arrêtes, qui ne préjuge pas des orientations finales, n'est qu'une étape dans le processus d'élaboration de cette nouvelle réglementation. La DGAC a par ailleurs demandé à trois experts extérieurs à l'administration de lui faire part de leur propre position et a invité les organisations professionnelles à lui adresser leurs observations et leurs commentaires. Une fois ces éléments réunis, des réunions de travail seront organisées entre les responsables de ce dossier à la DGAC et les représentants de l'aviation légère, afin de rechercher en commun des solutions permettant tout à la fois de ne pas freiner l'expansion du secteur et d'assurer la sécurité des pilotes ainsi que des personnes transportées et des tiers au sol.

Données clés

Auteur : [M. Imbert Amédée](#)

Circonscription : - UDF

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 48574

Rubrique : Aviation légère

Ministère interrogé : équipement, logement, transports et tourisme

Ministère attributaire : équipement, logement, transports et tourisme

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 24 février 1997, page 905

Réponse publiée le : 17 mars 1997, page 1406